L'organisation de la Coupe du monde en Afrique du Sud est l'occasion de développer des fantasmes multiples sur la force démocratique de l'institution footballistique. Principale manifestation sportive, la Coupe du monde de football serait l'occasion, comme il y a quinze ans la Coupe du monde de rugby (1995), d'offrir l'image d'une possible réconciliation du peuple sud-africain dans toutes ses composantes. La proposition est, malgré tout, inversée et ce sont les Blancs qui sont invités à se réjouir autour du sport pratiqué par les Noirs. Derrière cette réconciliation supposée sont réitérées les idées les plus communes et les mieux convenues sur les bienfaits potentiels d'une telle organisation pour l'économie locale, pour le système politique et social, pour l'intégration du pays au sein du marché mondial.

Cette dimension politique du sport, soutenue par le discours des personnes les plus influentes du pays, Nelson Mandela, Desmond Tutu, Frederik De Klerk[1], est relayée partout dans le monde, par les médias, les institutions politiques et économiques et souvent désormais par les intellectuels eux-mêmes. La situation de crise, que connaît depuis quelques années l'Afrique du Sud, disparaît dans les festivités préparées qui font taire les oppositions. Le football comme nécessaire outil de gouvernement anti-démocratique, voilà sans doute l'une des hypothèses les plus prégnantes de ces dernières années.

**La force du discours**

Les réitérations discursives ont, tant dans l'environnement politique que dans celui du sport, force de preuves. Ainsi chacun verse, concernant la pratique sportive, dans la posture la plus vulgaire, affirmation d'un soi-disant désir collectif général et unanime. Le dernier exemple de cet état de fait, et qui peut servir d'analyseur du système, est constitué par le choix du pays qui organisera le Championnat d'Europe des nations de football 2016. Pour cette occasion, le 28 mai 2010, Nicolas Sarkozy, devant le comité de sélection de l'UEFA (Union Européenne de Football Association), a plaidé en faveur de la candidature française à l'organisation de ce Championnat. Cette candidature semble, comme le rappelle Sarkozy lui-même, avoir fait l'objet d'une étude stratégique en fonction de moyens et de finalités visées économiques, politiques et idéologiques. Ainsi déclare-t-il : « Nous, nous pensons en France que le sport est une réponse à la crise. C'est justement parce qu'il y a une crise, qu'il y a des problèmes, qu'il faut mobiliser tout le pays vers l'organisation de grands événements » a-t-il déclaré « et qu'est ce qu'il y a de plus fort que le sport et, à l'intérieur du sport, qu'est-ce qu'il y a de plus fort que le football ? […] C'est une décision pour nous stratégique qui engage tout le pays face à la crise […]. Ce n'est pas un engagement de la Fédération, ce n'est pas un engagement de la Ligue, c'est un engagement de tout un peuple. On a envie de recevoir en France. […] Il n'y a pas la gauche et la droite, il n'y a pas le sud et le nord, il n'y a pas l'est et l'ouest, il y a tout un pays mobilisé pour avoir cet événement »[2]. Pour comprendre ce que représente une Coupe du monde, comme celle qui se déroule en Afrique du Sud, il faut comprendre la posture de Sarkozy face au sport, particulièrement le football.

La banalité du discours n'a d'égale que son efficacité politique et sans doute sa dangerosité. Lorsque Sarkozy déclare : « Nous, nous pensons en France que le sport est une réponse à la crise. C'est justement parce qu'il y a une crise, qu'il y a des problèmes, qu'il faut mobiliser tout le pays vers l'organisation de grands événements », nous percevons la nécessité de créer une identité basée sur un désir collectif de transformation de la société afin de répondre aux difficultés que la crise économique et politique fait émerger, particulièrement au sein des populations les plus vulnérables. Mais il est sans doute nécessaire, pour interpréter ce discours, de plonger dans le contexte politique français et dans la structure des réponses à la crise apportées par Nicolas Sarkozy et le gouvernement de François Fillon. Que faut-il comprendre par « c'est justement parce qu'il y a une crise, qu'il y a des problèmes, qu'il faut mobiliser tout le pays vers l'organisation de grands événement » ? Sans doute faut-il admettre que le pays, entré en récession, va connaître une période de rigueur économique et budgétaire susceptible d'agresser une partie non négligeable de la population. N'est-ce pas le sens des décisions prises dans le cadre de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances) et de la RGPP (révision générale des politiques publiques) qui visent, sous couvert d'économie budgétaire, à la destruction des services publics d'éducation, de santé, des transports, des énergies, de la gestion des eaux ? Il en va de même pour ce qui concerne le débat sur l'âge de la retraite et le nombre d'anuités de cotisation. Dans ce cadre, dans cette dimension politique, les « grands événements » sportifs sont les spectacles évoqués par Guy Debord qui écrivait que « le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images »[3]. Il existe donc au travers des événements, de leur spectacularisation, non pas seulement des images en tant que celles-ci seraient hors de la vie mais un processus, « un rapport social » que les images permettent de porter à connaissance et de développer. L'accumulation des images/spectacles concoure à l'éloignement du vécu par la réitération permanente de la situation spectaculaire ce qui fait que dorénavant, « toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles »[4].

Le spectacle fait donc société, tout en étant une partie de celle-ci et, comme le signale Guy Debord, en participant, instrumentalement, de son unification. Mais « en tant que partie de la société, il est expressément le secteur qui concentre tout regard et toute conscience. Du fait même que ce secteur est séparé, il est le lieu du regard abusé et de la fausse conscience »[5]. Du regard abusé à la fausse conscience[6], le spectacle dissimule l'essence sociétale derrière des images qui se substituent à la

réalité quotidienne de l'homme moderne et au fondement du processus capitaliste de production. Cet homme devient alors l'objet passif du quotidien car « le spectacle se présente comme une énorme positivité indiscutable et inaccessible. Il ne dit rien de plus que "ce qui apparaît est bon, ce qui est bon apparaît". L'attitude qu'il exige par principe est cette acceptation passive qu'il a déjà en fait obtenu par sa manière d'apparaître sans réplique, par son monopole de l'apparence »[7]. Cette passivité est l'instrument indispensable à l'élaboration d'un regard abusé, de la fausse conscience et de la fausse identité. Le détournement de la réalité n'est possible que dans la passivité acceptée face au spectacle. C'est en tant que divertissement, donc détournement, que « les grands événements » sportifs, particulièrement footballistique, participant de la société du spectacle, adviennent en tant qu'instruments de l'élaboration idéologique, active et passive. En ce sens la société du spectacle et l'idéologie du divertissement ne reposent pas sur le modèle de la pièce de théâtre – bien que faisant suite aux théories de Siegfried Kracauer, de Walter Benjamin, de Max Horkheimer et de Théodor W. Adorno, nous avons une idée plus précise de ce que peuvent devenir les arts et la culture à l'époque de la reproduction industrielle – mais sur la marchandisation de la vie dans sa globalité.

La puissance idéologique du spectacle est telle que Nicolas Sarkozy évoque tout d'abord le soutien de « tout un peuple », accélérant la marchandisation idéologique des populations puis affirme, avec raison, que le pays, en pareille occasion, ne connaît plus ni de droite ni de gauche ce qui, pour le personnel politique semble confirmé par les déclarations du maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë. Ce dernier, à la suite de tous les élus UMP, espère que cet événement sera « celui de la convivialité, de la fête, des émotions et des valeurs partagées »[8], alors que Martine Aubry estime que cette désignation est « un honneur »[9].

C'est en se reposant sur ces bases que le pays s'apprête à utiliser des budgets publics pour la rénovation ou la construction de stades. 1,7 milliard d'euros seraient paraît-il nécessaires pour cette opération, mais l'histoire montre que ces estimations sont souvent sous-évaluées[10]. Il est probable que les dépenses totales s'élèveront plus que de raison (3, 4 milliards d'euros ou plus). Nicolas Sarkozy avait-il cela en tête lorsqu'il copinait avec les anciens joueurs de football que son Zidane, Karembeu ou Djorkaeff ? Arnaud Lagardère, ami du Président, fils de Jean-Luc et président du groupe Lagardère ne l'a pas oublié, lui qui déclare le 1er juin que l'organisation du Championnat d'Europe des nations « tombe vraiment bien » pour ses affaires[11]. Le marché sportif est évalué aujourd'hui à plus de 100 milliards de dollars, il est, comme le rappelle Lagardère, « l'un des rares marchés en croissance ». Il ne s'agit donc plus pour les hommes d'affaires de se comporter en mécènes mais de faire du sport l'une des branches les plus actives, proportionnellement l'une des plus rentables de l'économie mondiale.

Le football, particulièrement la Coupe du monde, possède une dimension politique de dépolitisation des masses, et permet une appropriation par le capital de l'ensemble des espaces économiques, géographiques et sociaux. Il semble donc logique que les institutions politiques participant du développement capitaliste participe du développement footballistique. En cela le discours sur le sport participe des stratégies de domination.

**L'exploitation africaine**

L'organisation de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud n'est donc pas le fruit du hasard. Pays riche qui possède une population pauvre, elle représente l'idéal de l'exploitation de l'homme par l'homme pour l'appropriation des ressources naturelles. Le mythe de la nation « arc-en-ciel », société démocratique post-Apartheid a fait long feu et, désormais, la société sud-africaine reproduit, dans un contexte différent de celui de l'Apartheid, les « crimes barbares, le fléau des viols, des vols et des escroqueries, l'enrichissement indécent d'un petit nombre, la reconversion comme forme d'impunité, les fonctions officielles comme exercice de récupération, l'effondrement des services indispensables, le renforcement et la poursuite du racisme, l'absence de morale publique et même de sens commun »[12]. Si la situation politico-économique ne suffit pas pour permettre au pays de trouver une nouvelle voie, l'institution sportive est toujours présente pour faire croire à l'émergence d'une société nouvelle, plus juste et plus ouverte. C'était le cas de la Coupe du monde de rugby en 1995 qui s'est disputée en Afrique du Sud. Sur la Coupe du monde de football 2010 reposent les mêmes discours et les mêmes stratégies de développement économique, politique et social et de l'éternelle réconciliation des peuples sud-africains. Pourtant aucun de ces « secteurs » ne bénéficiera d'un effet Coupe du monde. Quelle Afrique peut profiter d'une telle organisation ? Celle dont la pauvreté a explosé au cours des dernières décennies ? Celle dont un tiers des habitants vivent avec moins d'un demi-dollar par jour ? Celle qui voit se multiplier les guerres civiles ? Celles des enfants des dictateurs et assassins Mobutu, Taylor, Idi Amin, Mugabe ou Bokassa ? Celle ravagée par les famines comme celle de 2002 qui au Malawi, en Zambie, au nord de l'Afrique du Sud, au Botswana, au Lesotho, dans certaines régions du Zimbabwe et de l'Angola menaçait plus de 14 millions d'enfants, d'hommes et de femmes de « mort immédiate »[13] ? Celle du sida ? De quelle Coupe du monde s'agit-il ? Celle de la violence, de la pauvreté, de la xénophobie et des viols ? Celle des grandes entreprises occidentales, du capitalisme triomphant ?

La Coupe du monde de football est organisée entre les fusils de la police, de l'armée, des milices privées, et les barbelés des zones protégées, inaccessibles à la majorité de la population. La ségrégation sociale qui a remplacé la ségrégation raciale participe du développement de toutes les criminalités. La ville de Johannesburg — l'une des « capitales mondiales du crime »[14] se distingue particulièrement par ses disparités économiques et sociales, et pour les exactions qui s'y déroulent. « Le célèbre quartier de Hillbrow proche du centre de Johannesburg, l'un des rares quartiers qui après avoir été entièrement blanc jusqu'au début des années 1980, est devenu entièrement noir aujourd'hui. Il rassemble sur environ un kilomètre carré presque tous les maux de la société urbaine : pauvreté, promiscuité, trafic de drogue, prostitution, corruption, criminalité, auxquels s'est ajoutée la pandémie du sida »[15]. Cette « violence » limite les libertés de déplacements, le développement économique local et celui de liens sociaux harmonieux et équilibrés. « Chaque jour on relève plus de 300 meurtres ou agressions violentes dans le pays. Selon le très sérieux magazine allemand Der Spiegel, on compte chaque année en Afrique du Sud, 18 500 meurtres, 20 500 tentatives d'assassinat, 55 000 viols, 227 000 agressions violentes et au moins 5 000 enlèvements »[16]. Philippe Gervais-Lambony note qu'avec une fourchette de 20 000 à 25 000 meurtres par an cela correspond à un taux de 25 % plus élevé qu'aux États-Unis[17]. De même, l'auteur remarque qu'il y a dans le pays 4 millions de permis de port d'armes et peut-être plus d'un million d'armes à feu illégales, ce qui représente huit fois plus d'armes que n'en possèdent la police et l'armée réunies.

Mais derrière ces violences criminelles se cache le désarroi d'une population qui voit croître les inégalités et qui, parfois, produit elle-même ces violences collectives et politiques. Ainsi en 2008 et 2009 des émeutes se sont déclarées, des groupes d'hommes décidant du nettoyage ethnique des quartiers déshérités et rendant les étrangers responsables du chômage endémique. C'est ainsi que le capital organise la division des travailleurs et des populations vulnérables. Des « milices » armées de lances, de couteaux, d'armes à feu, se présentaient devant le domicile des étrangers. La situation de ces derniers est pourtant d'une précarité absolue, pourtant, les habitats de fortune ont tout de même été saccagés par ces milices autoproclamées, les portes défoncées, les cabanes faites de tôles, de caisses de bois et de plastique, détruites et leurs habitants jetés dans la rue, s'ils ne sont pas tués[18].

Dans cette ambiance, la Coupe de monde est l'occasion, comme toutes organisation sportive de niveau mondial, d'accroître l'ordre policier et la militarisation de l'espace. « Pour que les criminels ne cherchent à profiter de l'événement, 40 000 policiers ont été recrutés : au total 190 000 hommes en bleu seront présents, sans compter les gardes privés de sécurité. Le directeur de la police, Bheki Cele, a promis […] qu'il "ne restera plus aux criminels qu'un très, très petit espace, et nous allons couper l'oxygène dans cet espace". Les dépenses de sécurité s'élèveront à 1,3 milliard de rands (117 millions d'euros), et des tribunaux d'exception traiteront de tous les cas liés au Mondial »[19]. Jérôme Valcke, secrétaire général de la FIFA déclare même que « le chef de la police est venu [le] remercier en disant qu'il n'aurait jamais obtenu autant de budgets pour avoir plus d'hélicoptères, plus de systèmes de protection sous-marine, plus de systèmes de protection au niveau des frontières, des fusils d'assaut, des snipers »[20] sans la Coupe du monde. L'Afrique du Sud n'arrive pas à investir pour réduire les ségrégations mais, par l'effet du football, peut investir sur la militarisation de l'espace. Cela s'organise d'ailleurs dans une étrange harmonie puisque la coopération internationale, qui a tant de mal à mettre en place les aides pour lutter contre les grandes pandémies, l'extrême pauvreté, les famines ou effacer la dette des pays les plus pauvres, fonctionne parfaitement lorsqu'il s'agit de football et de puissance policière puisque les forces de l'ordre sud-africaines se sont formées auprès des forces de police européenne[21]. Néanmoins, cela ne rassure en rien puisque la violence émane souvent des forces de l'ordre elle-même, comme le rappelle la journaliste française, Sophie Bouillon, prix Albert Londres 2008 qui, arrêtée à Johannesburg en compagnie d'un ami zimbabwéen a subit toute la violence policière. Son ami a été frappé à coups de pied et de poing, puis ils ont été aspergés de spray au poivre, arrêtés et emprisonnés. Ils ont subi les insultes racistes et le pouvoir presque sans limite de policiers blancs car ils sont étrangers et que l'un d'eux vient du Zimbabwe[22].

La sécurité est l'un des principaux sujets d'inquiétudes, même pour les journalistes ou les équipes nationales de football. Ainsi certains journalistes sont accompagnés de gardes du corps armés[23] qui laissent leurs armes à l'entrée des camps d'entraînement des équipes de football. L'hôtel où séjourne l'équipe de France est protégé de barbelés électrifiés et une fois dans l'enceinte de l'établissement, pour aller voir l'équipe, il faut encore prendre une navette et passer trois barrages successifs de police et des policiers patrouillent autours du terrain de football de l'hôtel[24]. Cela n'empêche pas des journalistes, deux portugais et un espagnol, de subir une agression à main armée pendant leur sommeil dans un hôtel de Magaliesburg. La police songerait désormais à mettre en place des escortes pour les journalistes lorsque la nuit tombe[25].

La Coupe du monde de football, dès les premiers jours de compétition, redouble les violences récurrentes du pays. Comme cela était prévu[26], les mécontentements sont écrasés. Ainsi les manifestations de stadiers, qui voient leur salaire baissé de moitié lors des jours sans match alors que les heures de travail ne diminuent pas (de 26 à 13 euros pour des journées débutant à 6 heures du matin pour se finir à minuit sans solution pour rentrer dormir), oint dégénéré et la police anti-émeute est intervenue en tirant balles en caoutchouc et gaz lacrymogènes. Plusieurs stadiers auraient été hospitalisés et une femme serait décédée, même si la FIFA (pourquoi elle ?) dément cette information[27]. De peur de la contagion des revendications et manifestations, la FIFA a demandé la prise en charge des stades par la police ce qui a été fait dans quatre stades sur les dix de la compétition. De ce fait les travailleurs

ont été licenciés, les responsables de la FIFA estimant que cela ne les regardait pas. Loin de la Coupe du monde, mais pourtant si proche, à la sortie de Johannesburg, le township de Diepsloot, comme beaucoup d'autres, est pauvre, très pauvre et connaît une grande violence. Ici aucune trace des milliards de dollars dépensés pour l'événement, pas de travail, seul un écran géant à été installé sans que la population ne puisse y aller puisque la nuit tombée « on se ferait tuer »[28]. Meurtres pour des cigarettes, viols et, pour les policiers une constatation : « La nuit, on ne peut rien faire. Nous ne sommes pas assez nombreux et on ne voit rien dans les ruelles. Le jour, les interventions sont trop délicates et encore plus dangereuses »[29]. Depuis quelques temps la population s'organise et fait régner la mob justice, la loi de la foule. Une victime désigne un coupable et la population le lynche dans la rue. Le coupable l'est-il toujours ? De ce fait, « la nuit il faut faire attention aux mauvais garçons et, le jour, il faut faire attention à ne pas être pris pour un mauvais garçon »[30]. La Coupe du monde organise donc l'espace des violences et de l'ordre policier sans jamais permettre quelque « réconciliation » que cela soit sauf dans les fantasmes des journalistes sportifs qui fréquentent les stades (et pourtant l'équipe de France en 2010 n'est pourtant pas un modèle de réconciliation) mais pas la rue sud-africaine.

**La FIFA : un capitalisme antidémocratique**

L'Afrique du Sud a, depuis sa période d'Apartheid, construit sa réputation sur l'existence des townships, quartiers de « séparation » dont certains quartiers se sont érigées comme tous les bidonvilles du monde, « de bric et de broc », de matériaux que les populations trouvaient pour se « bâtir » un abri. Leur pauvreté est souvent le résultat de la « séparation » raciale qui perdure du fait de la ségrégation sociale. Chaque ville connait ces quartiers pauvres ou très pauvres. Le taux de chômage du pays stagne aux alentours de 40 % de la population active et, contrairement à ce qu'avaient annoncé les dirigeants de l'African National Congress (ANC), non seulement il n'y a pas davantage de travail pour les plus démunis mais, de 1994 à 2007, le pays a perdu un million et demi d'emplois[31]. Depuis 2007, la situation ne s'est pas améliorée et les émeutes de 2008 et 2009, qui se reproduiront peut-être après la Coupe du monde, événement qui participe de la dégradation sociale et économique du pays, sont le résultat d'un nouvel appauvrissement des populations des townships qui ne voient plus dans la politique des dirigeants de l'ANC l'assurance de sortir du marasme et de toutes les formes de ségrégation. Le pays qui a perdu, sous le coup de la crise économique généralisée, près de 300 000 emplois entre janvier et août 2009 voit sa situation étrangement s'assombrir[32].

Le Fonds monétaire international (FMI), qui se trompe rarement dans ce cas de figure, a décidé depuis quelques années d'investir sur l'Afrique subsaharienne et une note de synthèse datant de décembre 2000[33] laissait clairement comprendre quelles étaient les stratégies de cette institution humaniste. Parmi les recommandations, se trouve cette dernière : « […] instaurer un climat plus propice à l'investissement et à la production dans le secteur privé. Cela permettra à ces pays d'améliorer leur productivité et leur compétitivité et de mieux tirer parti de la mondialisation de l'économie »[34]. Voilà qui est clair, l'Afrique est un terrain de jeu pour le capital mondialisé. Les investissements et la production ne se comprennent, de ce fait, que par le secteur privé et les effets ne peuvent être que des effets de croissance, aucune autre voie n'est envisageable pour le FMI.

Dans ce cadre, la FIFA est parfaitement à son aise. Son histoire, son implantation planétaire démontre que son existence même est totalement déterminée par le développement capitaliste et sa croissance mondiale. Les interrelations entretenues par la FIFA avec les entreprises transnationales ou supranationales révèlent la nature du développement concomitant du capitalisme et du sport mondial : dans chaque espace géographique et entre chacun d'entre eux s'instituent des échanges financiers qui visent à la reproduction et à l'accroissement du capital de l'institution footballistique. Ceci ne peut se faire que par l'organisation d'une exploitation récurrente des ressources et des populations, d'un chantage réel et de pressions permanentes. Cette puissance, la FIFA la doit à ses 207 adhérents et à un formidable chiffre d'affaires. En 1998, le chiffre d'affaires généré par le football à travers le monde était à peu près de 185 milliards d'euros[35], en 2010 il serait approximativement de 889, 5 milliards[36]. Entre 2003 et 2006 la FIFA aurait sans doute aspiré auprès de ses partenaires près de 1384,34 millions d'euros pour des dépenses s'élevant à 1269,15 millions, la différence représentant le résultat positif d'une association à but non lucratif. Cela permet à son président d'occuper pendant la Coupe du monde 2006 en Allemagne une somptueuse suite de 420 m² louée 20 000 euros par jour. Aujourd'hui, « les vingt-quatre membres du comité exécutif et ses sept vice-présidents de la FIFA sont probablement mieux rétribués que ceux de n'importe quelle entreprise multinationale du secteur concurrentiel. Son président Sepp Blatter, dont la rémunération reste "secret-défense" émargerait à près de quatre millions de dollars par an »[37].

La Coupe du monde 2010 se joue dans dix stades différents dont certains sont construits pour l'occasion et d'autres rénovés. Le plus important sera celui de Johannesburg dont la capacité pourra atteindre 94 000 places et le plus petit accueillera 40 000 personnes. Ces infrastructures surdimensionnées, en regard de la capacité économique des Sud-Africains, sont appelées à être sous-exploitées et donc à devenir une charge importante pour la population (15 millions d'euros par an[38]). D'autant que, comme le dénonce l'ex-compagnon de Mandela, Dennis Brutus, « quand on construit d'énormes stades, on détourne des ressources […] qui auraient pu servir à construire des écoles ou des hôpitaux »[39]. L'organisation, qui comme toujours, paraît être économiquement intéressante pour l'organisateur, permettra des bénéfices pour l'économie privée et sera déficitaire pour l'économie publique. Le sociologue

Ashwin Desai, estime que « le drame, c'est que les fonds publics ont été pillés pour toute une période de notre histoire. Les gens continueront de vivre dans des bidonvilles, les emplois ne seront pas durables. C'est un grossier détournement de fonds »[40]. Mais, appareil de la fausse conscience[41], en tant qu'appareil stratégique capitaliste (ASC)[42], certains peuvent encore croire, comme le prix Nobel Desmond Tutu, que la Coupe du monde servira l'unité et la réconciliation[43].

Pendant ce temps la FIFA, État-football, impose sa loi dans des périmètres qu'elle s'approprie : elle impose contractuellement un « accès exclusif à ses partenaires commerciaux qui, en échange, ont versé 1 milliard de dollars de royalties en 2010 »[44] et exclue les travailleurs sud-africains de ce marché potentiel. Les stades sont devenus des lieux de haute surveillance économique. Ainsi quelques jeunes femmes habillées de robes orange, couleur de la marque de bière hollandaise Bavaria mais également du maillot des Pays-Bas ont été arrêtées et interrogées plusieurs heures dans les bureaux de la FIFA, soupçonnées de faire une concurrence déloyale. Deux d'entre elles doivent passer devant le tribunal.

**L'ornement des masses**

L'abrutissement généralisé des populations les constitue en masse ou, comme l'a écrit Hannah Arendt, en « populace moderne toujours plus nombreuse – c'est-à-dire les déclassés de toutes les couches sociales »[45] qui ne se retrouvent que dans la grégarisation de la vie qui se répand au travers des stades, des fêtes allucinées (rave-party) ou des fêtes d'État (Nuits blanches, Fête du cinéma, Fête de la musique, etc…). Aujourd'hui, la Coupe du monde en Afrique du Sud fait tomber quelques masques. L'équipe de France de football pluriethnique et unie n'est plus qu'un pauvre fantasme. Les joueurs se déchirent au rythme de leurs intérêts individuels et cela met en lumières les erreurs conceptuelles de ceux qui essaient de repriser les béances que la violence de la compétition institue et des sociologues qui, nombreux, n'imaginaient pas que la compétition, pour sportive qu'elle soit, reste capitaliste. La chasse au bouc émissaire, victime expiatoire, participe de ce spectacle en donnant aux fauves médiatiques la substance permettant de digérer tout le reste. Le spectacle, l'ornement de la masse, comme le nommait Siegfried Kracauer, peut encore fédérer de manière grégaire, mais la lucidité ne peut plus être absente des détours politiques que cet ornement prend pour générer une domination toujours plus grande en France comme ailleurs.

L'Afrique du Sud, elle, se réveillera sans doute, à la fin de la compétition, avec la « gueule de bois ». Les dépenses effectuées, le peu de retombées financières auront appauvri le pays, participé de l'accroissement des disparités économiques, sociales et politiques. Mais, plus grave sans doute, en 1995, le rugby, sport de blancs avait mené le pays à la victoire. Si, en 2010, le football, sport de noirs, devait voir l'équipe nationale éliminée au premier tour, alors tous les vieux démons ressortiront peut-être avec plus de virulences qu'aujourd'hui car les rumeurs circulent déjà : « les Sud-Africains ont promis de reprendre les violences contre les étrangers dès la fin du Mondial »[46]. Le racisme n'a pas de couleur ni de patrie, mais il repose toujours sur une compétition réelle ou fantasmée.

[1] Voir sur le sujet, Ronan David, Fabien Lebrun, Patrick Vassort, Footafric. Coupe du monde, capitalisme et néocolonialisme, Montreuil, Éditions L'Échapée, 2010.

[2] www.lepoint.fr, 28 mai 2010.

[3] Guy Debord, La Société du spectacle, Paris, Gallimard, 1996, p. 4.

[4] Ibidem., p. 3.

[5] Ibid., paragraphe 3, p. 4.

[6] Joseph Gabel, La Fausse conscience, Paris, Les Éditions de Minuit, 1962.

[7] Guy Debord, La Société du spectacle, op. cit., p. 7.

[8] L'Équipe, 29 mai 2010.

[9] Ibidem.

[10] Patrick Vassort, Sexe, drogue et mafias. Sociologie de la violence sportive, Bellecombe-en Bauges, Le Croquant, 2010.

[11] L'Équipe, 1er juin 2010.

[12] Breyten Breytenbach, Le Monde du milieu, Arles, Actes Sud, 2009, p. 45.

[13] Jean Ziegler, L'Empire de la honte, Paris, Fayard, 2005, p. 291.

[14] Patrick Bond, « Johannesburg. De l'or et des gansters », in Mike Davis et Daniel B. Monk, Paradis infernaux. Les villes hallucinées du néo-capitalisme, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2008, p. 168.

[15] Richard Samin, « Populisme et xénophobie dans Welcome to Our Hillbrow de Phaswane Mpe », in Cécile Perrot, Michel Prum et Thierry Vircoulon (sous la direction de), L'Afrique du Sud à l'heure de Jacob Zuma. La fin de la nation arc-en-ciel ?, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 132.

[16] L'Express. L'hebdo des francophones du grand Toronto, 24 au 30 avril 2007.

[17] Philippe Gervais-Lambony, L'Afrique du Sud, Paris, Le Cavalier Bleu, 2009, p. 94.

[18] Le Monde, 19 mai 2008.

[19] www.liberation.fr, 5 décembre 2009.

[20] www.lemonde.fr, 19 janvier 2010.

[21] Jeune Afrique, 31 décembre 2009.

[22] Libération, 19 janvier 2010.

[23] L'Équipe, 9 juin 2010.

[24] L'Équipe, 8 juin 2010.

[25] L'Équipe, 11 juin 2010.

[26] Voir sur le sujet, Ronan David, Fabien Lebrun, Patrick Vassort, Footafric. Coupe du monde, capitalisme et néocolonialisme, op. cit.

[27] Libération, 17 juin 2010.

[28] Le Figaro, 11 juin 2010.

[29] Ibidem.

[30] Ibid.

[31] Philippe Gervais-Lambony, L'Afrique du Sud, op. cit., p. 117.

[32] Ibidem, p. 118.

[33] Fonds monétaire international, « Accélérer la croissance et réduire la pauvreté en Afrique Subsaharienne. Le rôle du FMI », Note de synthèse, décembre 2000. A consulter sur www.imf.org.

[34] Ibidem.

[35] Le Monde, 1er juin 1998.

[36] Le Monde, 10 juin 2010.

[37] Jérôme Jessel et Patrick Mendelewitsch, La Face cachée du foot Business, Paris, Flammarion, 2007, p. 37.

[38] Le Monde, 10 juin 2010.

[39] www.lepoint.fr, 14 décembre 2009.

[40] www.lepoint.fr, 14 décembre 2009.

[41] Joseph Gabel, La Fausse conscience. Essai sur la réification, Paris, Les Éditions de Minuit, 1962.

[42] Voir Patrick Vassort, Épistémologie. Le cas de la sociologie du sport, Paris, L'Harmattan, 2007.

[43] www.lepoint.fr, 14 décembre 2009.

[44] Le Monde, 10 juin 2010.

[45] Hannah Arendt, Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem, Paris, Gallimard, 2002, p. 228.

[46] Libération, 14 juin 2010.